

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT SOIXANTE-DIX-HUITIEME SEANCE

**Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 12 août 1986, à 10 heures**

Président : M. J. Alan BEESLEY (Canada)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 378ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui à examiner les rapports des organes subsidiaires spéciaux ainsi que le projet de rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Sont inscrits sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Bulgarie, de l'Inde, de la République fédérale d'Allemagne et de la Mongolie.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie, l'Ambassadeur Tellalov.

M. TELLALOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais vous souhaiter chaleureusement la bienvenue à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois d'août. Nous avons la bonne fortune d'avoir un diplomate tel que vous, avec toute votre expérience et votre compétence, pour diriger nos travaux pendant la phase finale de la présente session. Qu'il me soit permis, aussi, de remercier l'Ambassadeur Tin Tun, de la Birmanie, d'avoir accompli avec succès ses importantes fonctions de président pendant le mois de juillet. C'est pour moi un plaisir d'accueillir à nouveau parmi nous l'Ambassadeur Morelli-Pando, du Pérou. Nous avons appris avec un vif regret que plusieurs de nos distingués collègues allaient bientôt nous quitter. Je voudrais faire mes adieux à l'Ambassadeur Gonsalves, de l'Inde, à l'Ambassadeur Kerroum, de l'Algérie, et à l'Ambassadeur Wegener, de la République fédérale d'Allemagne, et leur exprimer mes meilleurs vœux de succès dans l'accomplissement des fonctions importantes qu'ils assumeront.

Des délégations à la Conférence du désarmement ont à nouveau évoqué la tragédie d'Hiroshima et de Nagasaki, devenue un symbole de l'inquiétude qu'inspire à tous l'avenir de l'humanité. Des centaines de milliers d'innocentes victimes ont péri le 6 août 1945, et un grand nombre encore ont souffert des effets fatals de l'irradiation, à la suite du bombardement de ces villes japonaises par les Etats-Unis d'Amérique. Cette tragédie a laissé une profonde cicatrice dans la mémoire de l'humanité. C'est un grave avertissement que toute vie sur la Terre pourrait être détruite si les arsenaux nucléaires existants étaient utilisés. En évoquant cet épisode tragique, je tiens à exprimer l'espoir que nos efforts aboutiront en fin de compte à l'élaboration d'accords de désarmement susceptibles de garantir une paix et une sécurité durables pour tous.

Dans un contexte régional, le Secrétaire général M. Gorbatchev a dit, dans la déclaration qu'il a faite récemment à Vladivostok, qu'Hiroshima pourrait devenir éventuellement le point de départ pour un nouveau processus de consolidation de la paix et de la sécurité. Il a esquissé les éléments d'un programme qui associerait les pays d'Asie et de la région du Pacifique aux efforts déployés pour établir un système global de sécurité internationale. Nous avons toujours trouvé très louable de promouvoir des idées nouvelles s'inspirant du désir de parvenir à un règlement pacifique et

(M. Tellalov, Bulgarie)

équitable des conflits régionaux, d'arrêter la course aux armements nucléaires et de renforcer la sécurité, la confiance mutuelle et la coopération dans cette région et ailleurs dans le monde. Mon pays s'est officiellement félicité de cette récente initiative soviétique qui est, à leurs vœux, une contribution importante à l'ensemble des efforts déployés pour écarter le danger d'un holocauste nucléaire.

Alors que notre session approche de sa fin, les délégations ont commencé à s'interroger sur les résultats des travaux de la Conférence du désarmement en 1986. A mon tour, je voudrais faire connaître quelques-unes de nos idées concernant plusieurs points importants inscrits à l'ordre du jour.

La question d'une interdiction des essais nucléaires a été au centre de nos délibérations durant toute la session. Le moratoire unilatéral proclamé par l'Union soviétique avec effet au 6 août de l'année dernière a été prôné plusieurs fois. Il s'agit d'un acte courageux qui a été largement salué comme un geste indubitable de bonne volonté. Rompant avec la traditionnelle logique militaire, il a prouvé que l'Union soviétique voulait des actes. Le moratoire a créé des conditions propices pour une renonciation mutuelle à tous les essais nucléaires. Il est regrettable que l'autre grande puissance nucléaire n'ait pas jusqu'ici jugé nécessaire d'envisager sérieusement cette possibilité. Nombre d'appels ont été lancés à cette fin par des dirigeants d'Etats, des organisations publiques et le Congrès des Etats-Unis lui-même. La communauté internationale était en droit de s'attendre à ce que tous les autres Etats dotés d'armes nucléaires réagissent d'une façon positive à ces appels.

A cet égard, nous saluons la nouvelle déclaration des six chefs d'Etat auteurs de l'initiative de paix des cinq continents. Leur récente réunion à Mexico tenue dans le prolongement de cette initiative a produit quelques idées nouvelles concernant la question de l'interdiction des essais nucléaires. La délégation bulgare étudiera avec soin la déclaration d'Ixtapa des six Etats et fera part de ses observations à ce sujet à une autre occasion. Nous estimons que tous les Etats intéressés, en particulier ceux dotés d'armes nucléaires, devraient réagir de façon constructive à cette nouvelle initiative, en vue de parvenir à une cessation rapide de tous les essais d'armes nucléaires, puis à une interdiction négociée de ces essais.

L'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique ont engagé le dialogue sur l'ensemble des questions liées aux essais nucléaires. Les constatations faites par des scientifiques de renom et des experts du désarmement de différents pays, les rapports du Groupe d'experts scientifiques, les documents de travail et les déclarations en séance plénière à la Conférence du désarmement, montrent de façon convaincante qu'il n'existe aucun obstacle objectif à une interdiction complète des essais nucléaires. Les techniques sismologiques les plus récentes jointes à des procédures pertinentes appliquées de part et d'autre, y compris des inspections sur place, seraient de nature à nous donner, à un degré élevé, l'assurance qu'il serait effectivement possible de vérifier le respect d'une telle interdiction.

(M. Tellalov, Bulgarie)

A cet égard, nous souscrivons aux conclusions formulées dans le document CD/712, présenté par la Suède, pour répondre à certains doutes exprimés par quelques délégations au sujet de l'adéquation des capacités de surveillance existantes. Nous saluons aussi l'analyse pertinente faite le 29 juillet par le distingué Ambassadeur van Schaik, des Pays-Bas, selon laquelle les objections à l'encontre d'une interdiction complète des essais, basées sur des préoccupations concernant la modernisation des armes nucléaires, le contrôle de leur fiabilité et l'opportunité de maintenir en activité les laboratoires de recherche n'étaient pas pertinentes pour le problème auquel nous devons tous faire face.

La Conférence devrait dès que possible entamer des négociations dans le cadre d'un organe subsidiaire approprié, en vue de parvenir à un accord sur une interdiction des essais nucléaires. La formule suggérée à nouveau jeudi dernier par le distingué Ambassadeur Garcia Robles, du Mexique, conviendrait dans les circonstances actuelles. Nous nous sommes déclarés prêts à entreprendre des travaux pratiques relatifs à un traité d'interdiction complète des essais, même dans le cadre d'un mandat plus souple que celui que j'ai proposé moi-même, par exemple, en ma qualité de Président de la Conférence pour le mois de juin. Nous sommes convaincus que la Conférence devrait mieux utiliser l'élan politique qui s'est récemment constitué.

La Conférence a décidé de tenir cette année plusieurs réunions plénières officielles sur le fond du point 2 de notre ordre du jour, "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire". Les discussions qui ont eu lieu dans un tel cadre se sont révélées utiles et ont souligné à nouveau l'urgente nécessité d'un effort multilatéral de négociation afin que les intérêts de tous les Etats soient pris en considération. L'aspect multilatéral du processus de désarmement nucléaire et les négociations bilatérales actuellement en cours à Genève sont tous deux nécessaires. En effet, ils se complèteraient mutuellement.

La délégation bulgare s'est félicitée de cette occasion d'aborder ce problème l'esprit ouvert et dans un cadre officiel plus structuré. L'examen des stades de réalisation du désarmement nucléaire, tel qu'ils sont envisagés au paragraphe 50 du Document final, s'est concentré sur quelques idées intéressantes.

Divers forums multilatéraux et bilatéraux faisant autorité ont reconnu que l'objectif final était l'élimination de toutes les armes nucléaires. Toutefois, on ne voit pas bien quand cet objectif final devra être atteint. L'Union soviétique a suggéré que le processus de désarmement nucléaire devrait s'achever d'ici l'an 2000. Nous souscrivons à cette idée. Comme nous l'avons fait observer au cours des discussions officielles, nous aimerions aussi connaître les vues des autres Etats dotés d'armes nucléaires au sujet d'une date limite, à laquelle fait également allusion le paragraphe 50.

Il a aussi été reconnu que les deux principales puissances nucléaires devaient les premières commencer à démanteler leurs arsenaux nucléaires. D'ailleurs, elles mènent actuellement à cette fin des négociations bilatérales et nous espérons qu'elles auront bientôt une solution positive à nous offrir, qui marquerait le début du premier stade du processus de désarmement

(M. Tellalov, Bulgarie)

nucléaire. S'agissant de ce premier stade, on notera avant tout que seules les deux principales puissances nucléaires y participeront.

Les autres Etats dotés d'armes nucléaires devront à leur tour s'associer à ce processus à un stade ultérieur. On s'est demandé à quel moment précis ils devraient le faire. Pourquoi n'aborderions-nous pas maintenant cette question importante ? L'idée de mettre en place les conditions préalables nécessaires pour entraîner tous les Etats dotés d'armes nucléaires dans le processus de désarmement nucléaire a déjà été suggérée. L'établissement de ces conditions pourrait marquer la fin du premier stade et poser les jalons du stade suivant, auquel toutes les puissances nucléaires seraient associées. Nous pensons qu'il serait bon que les puissances dotées d'armes nucléaires s'entendent sur ces points bien à l'avance, pour faire en sorte que toutes soient prêtes à participer au deuxième stade du désarmement nucléaire lorsque celui-ci commencera. L'élaboration d'une entente commune au sujet des conditions préalables contribuerait pour beaucoup à clarifier la situation et faciliterait les négociations relatives au stade initial.

L'idée d'une conférence distincte des cinq Etats dotés d'armes nucléaires a également été émise. C'est une suggestion utile. Nous nous demandons s'il ne serait pas possible, à cette fin, d'utiliser la Conférence du désarmement en tant que forum multilatéral unique de négociation sur le désarmement, où toutes les puissances nucléaires sont représentées. On pourrait envisager, par exemple, de créer à un moment donné un sous-comité composé de ces cinq Etats et doté d'un mandat de négociation, qui aurait pour tâche de contribuer à un examen multilatéral du point 2 par la Conférence elle-même.

Diverses autres idées utiles ont été avancées au cours des réunions plénières officielles sur le fond du point 2. Comme il n'a pas été établi de comptes rendus de ces discussions, il vaudrait la peine d'en mettre l'essentiel par écrit, afin de faciliter les travaux futurs de la Conférence. Nous estimons, par conséquent, que le rapport de la Conférence devrait refléter ces discussions de façon aussi factuelle et concise que possible. L'effort fait par de nombreuses délégations de tous les groupes pour contribuer à ces discussions ne devrait pas être perdu. Nous avons déjà reflété dans le rapport de la Conférence l'essentiel des discussions officielles menées à ce jour sur nombre de questions et nous n'avons qu'à nous louer d'avoir établi ces précédents utiles, qu'il conviendrait de suivre de nouveau dans le cas qui nous occupe.

Je voudrais aussi faire quelques brèves observations sur la situation en ce qui concerne le point 3 de l'ordre du jour, "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". Au grand regret et à la vive déception de nombreuses délégations, la Conférence a été empêchée, pendant quatre années de suite, de commencer à travailler concrètement sur cette question prioritaire. Une fois encore, cet échec est imputable au fait que certaines délégations du Groupe occidental se refusent à envisager des solutions positives.

Les pays socialistes et le Groupe des 21 ont persisté dans leurs efforts pour créer un comité spécial au titre du point 3, doté d'un mandat de négociation. En même temps, prenant en considération les vues d'autres

(M. Tellalov, Bulgarie)

délégations, ils ont fait preuve d'une grande souplesse et d'une volonté de trouver une solution de compromis raisonnable, afin de favoriser dans toute la mesure du possible l'ouverture rapide de négociations sur des mesures pratiques et concrètes visant à prévenir la guerre nucléaire.

Par la proposition qu'il a soumise récemment (document CD/515/Rev.2) touchant le mandat pour un Comité spécial au titre du point 3, le Groupe des 21 a donné encore une nouvelle preuve de sa bonne volonté. Nous pensons que cette proposition mérite d'être examinée avec sérieux et d'être appuyée.

Tout bien considéré, la délégation bulgare estime qu'ouvrir des négociations dans le cadre d'un organe subsidiaire approprié au titre du point 3 devrait rester l'une des tâches prioritaires de la Conférence du désarmement. Je tiens à rappeler que la délégation bulgare a présenté ses vues sur divers aspects de cette question dans le document CD/710.

Le Comité spécial au titre du point 5 a achevé ses travaux de fond relatifs à l'étude et à l'identification des questions se rapportant à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Toutes les délégations ont réaffirmé leur attachement à cet objectif et se sont déclarées prêtes à contribuer à sa réalisation. De nombreuses délégations, notamment celles des pays socialistes, ont fait observer que ces déclarations d'intention devraient se concrétiser afin qu'il soit possible de trouver rapidement une solution à ce problème. Elles ont également mis en lumière des faits intervenus récemment, qui font craindre une extension de la course aux armements à l'espace.

Les débats consacrés au régime juridique qui régit les activités dans l'espace ont une fois encore souligné qu'il importait de sauvegarder et de renforcer les contraintes juridiques existantes. Toutefois, il existe certaines échappatoires qui, s'il n'y était pas remédié de façon adéquate, pourraient ouvrir la voie à l'introduction d'une nouvelle catégorie d'armes, les armes spatiales de frappe. Les accords relatifs à l'espace actuellement en vigueur n'excluent pas, par exemple, la mise au point, l'essai et le déploiement de systèmes d'armes antisatellites non nucléaires, lesquels font d'ailleurs appel à des technologies qui pourraient aussi bien être utilisées pour des missiles antimissiles. Un certain nombre de propositions tendant à combler ces lacunes ont été émises par des délégations appartenant à différents groupes. Nous estimons que toutes les délégations devront examiner avec sérieux ces propositions utiles. Se référer aux négociations bilatérales en cours ne saurait régler un problème qui a d'importantes dimensions multilatérales. Je voudrais aussi rappeler que notre objectif convenu est la prévention d'une course aux armements dans l'espace, ce qui est sensiblement différent de l'idée de réglementer une telle course, comme le préconisent quelques délégations.

Nous avons salué les efforts déployés par plusieurs délégations pour expliciter la notion d'armes spatiales, c'est-à-dire l'objet essentiel des accords qui pourraient être conclus dans ce domaine. Les délégations du Venezuela, de Sri Lanka, de l'Union soviétique, de la Chine, de la République démocratique allemande, de la Hongrie et de mon propre pays ont proposé des définitions pour les armes spatiales de frappe, ou les armes spatiales tout

(M. Tellalov, Bulgarie)

court. L'analyse des définitions proposées au cours des délibérations du Comité spécial a fait apparaître que celles-ci avaient beaucoup en commun. Toutes les formules suggérées comportent nombre d'éléments communs et couvrent toutes les principales catégories d'armes spatiales de frappe. C'est là un fait que la Conférence devrait peut-être examiner de plus près lors de ses travaux futurs sur la question. Les travaux du Comité spécial au titre du point 5 ont récemment fait apparaître quelques éléments de négociation. Dans ces conditions, il semble bien que le mandat exploratoire donné au Comité cette année a été épuisé et qu'il a même imposé certaines contraintes artificielles aux travaux de fond sur cette question. Par conséquent, il paraît logique et naturel que le Comité spécial soit doté l'an prochain d'un mandat qui lui permette d'entamer des négociations visant directement à prévenir une course aux armements dans l'espace.

La session de cette année a été marquée par une accélération notable des négociations relatives à une interdiction des armes chimiques. Les propositions soviétiques contenues dans la déclaration faite en janvier par le Secrétaire général du PCUS M. Gorbatchev, et qui ont été développées par la suite par mon distingué collègue, l'Ambassadeur Issraelyan, dans son intervention du 22 avril, ont donné une impulsion à ces négociations.

Les travaux du Comité spécial des armes chimiques ont été organisés de telle manière qu'il a été possible d'utiliser tous les textes précieux figurant dans les documents CD/636 et CD/651, établis sous la présidence de l'Ambassadeur Turbanski, de Pologne, ce qui a créé un climat de continuité dans les négociations. Les discussions au sein des trois groupes de travail se sont non seulement poursuivies à un rythme plus soutenu, mais ont aussi acquis une nouvelle dimension qualitative.

Les rapports des groupes de travail font apparaître que le terrain d'entente ou de compréhension mutuelle s'est élargi au point qu'il sera bientôt possible de procéder à une évaluation générale des incidences politiques, sécuritaires, économiques et juridiques de la future convention. Un certain nombre de questions techniques complexes ont été réglées ou sont proches d'une solution. La participation d'experts chimistes de plusieurs pays a été particulièrement utile à cet égard. Les négociations ont été menées avec sérieux et le climat de travail a été positif dans l'ensemble.

Ma délégation juge également constructive la décision prise par le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Cromartie, du Royaume-Uni, d'encourager les délégations à poursuivre leurs efforts pour élaborer des textes au sein des groupes de travail jusqu'au 20 août.

Les deux séries de consultations soviéto-américaines sur tous les aspects d'une interdiction des armes chimiques, qui se sont déroulées au cours de la session, ont eu, à notre avis, une incidence positive et stabilisatrice sur le climat général des négociations multilatérales.

La délégation bulgare estime que s'il y a lieu de se féliciter des résultats obtenus par le Comité spécial des armes chimiques, il ne faut pas pour autant que la Conférence se repose sur ses lauriers. En effet, il reste plusieurs questions importantes à régler à propos du projet de convention.

(M. Tellalov, Bulgarie)

La volonté déclarée d'achever ce projet dès que possible devrait notamment se concrétiser par une entente explicite tendant à mieux mettre à profit la période de l'intersessions. Toute autre ligne de conduite, notamment celle qu'ont suggérée quelques délégations occidentales, pourrait avoir de graves conséquences politiques. Des doutes pourraient naître, en particulier dans le sillage de l'exécution prévue du programme en matière d'armes binaires des Etats-Unis. La délégation bulgare espère que la Conférence sera en mesure de décider d'une reprise des travaux du Comité spécial pas plus tard qu'en octobre.

Considérés dans leur ensemble, les résultats de notre session de cette année ne paraissent pas très impressionnants. Nous regrettons qu'une fois encore la Conférence du désarmement aura à signaler à l'Assemblée générale des Nations Unies qu'elle n'a pu enregistrer des résultats pleinement à la mesure de l'importante tâche que lui a confiée la communauté internationale. Nous aurions voulu que la Conférence transforme en réalisations significatives les espoirs avec lesquels elle a commencé ses travaux cette année. L'absence de résultats de ce genre a souligné une fois de plus la nécessité pour nous tous de comprendre pleinement la grande responsabilité qui est la nôtre devant les générations présentes et futures.

Qu'il me soit permis à ce propos de rappeler les mots prononcés par le Président Todor Jivkov dans le message qu'il a adressé à la Conférence du désarmement au début de notre session d'été :

"Le monde se trouve à un tournant de son évolution. Il faudra abandonner les comportements stéréotypés adoptés dans le passé ... si l'on ne veut pas que nous soyons tous victimes des conséquences de la dangereuse course aux armements."

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Bulgarie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant de l'Inde, l'Ambassadeur Gonsalves.

M. GONSALVES (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous présenter les chaleureuses félicitations de ma délégation pour votre accession à la Présidence pour le mois d'août et vous donner l'assurance que ma délégation coopérera pleinement au succès de vos efforts pendant ce dernier mois, toujours difficile, de notre session annuelle. Je suis certain que votre dévouement et votre expérience, votre attachement personnel bien connu à la cause du désarmement, ainsi que celui de votre Gouvernement, vous permettront de mener nos travaux à bonne fin. Nous devons des remerciements au distingué Ambassadeur de Birmanie qui a présidé la Conférence pendant le mois de juillet et qui a accompli des efforts sérieux et consciencieux pour résoudre certains des problèmes ardues qui se posent à nous.

J'ai eu le privilège de participer aux travaux de la Conférence du désarmement pendant toute sa session de 1986. Alors que ces travaux touchent à leur fin, j'approche également du terme de mes fonctions de représentant de

(M. Gonsalves, Inde)

l'Inde à la Conférence. Puisque c'est aujourd'hui mon discours d'adieu, il conviendrait peut-être de formuler quelques réflexions générales sur les enseignements que j'ai pu tirer de mon expérience à la Conférence.

La session de 1986 a débuté peu après la réunion au Sommet entre le Secrétaire général Gorbatchev et le Président Reagan, et l'on a observé une tendance marquée, dans certaines des premières déclarations qui ont été prononcées, à souligner l'effet positif que le Sommet aurait sur l'ampleur des progrès à la Conférence. Malheureusement, ces espoirs ne se sont pas concrétisés. Non seulement, il n'y a pas eu de progrès notables sur la plupart des points inscrits à l'ordre du jour, mais on a constaté une tendance rétrograde croissante à diluer, éroder et ignorer le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, dont l'adoption historique par consensus, en 1978, a donné à la Conférence du désarmement le statut d'unique organe multilatéral de négociation dans le domaine du désarmement. Le Document final a établi notre ordre du jour et a identifié nos priorités de manière non équivoque. Néanmoins, on s'est écarté irrémédiablement de la lettre et de l'esprit de la "Bible du désarmement", comme l'appelle l'Ambassadeur Garcia Robles. Le fait que la Commission du désarmement s'est attachée à des questions périphériques et non centrales reflète en grande partie cette tendance. Certains se sont félicités que la Conférence, contrairement aux années précédentes, ait pu adopter son ordre du jour et son programme de travail pour la session de 1986 sans aucune difficulté et ils y ont vu l'influence d'une amélioration du climat, qu'ils jugeaient de bon augure pour les progrès de notre recherche commune de la paix par le désarmement. La suite des événements a montré que cet optimisme était totalement déplacé. La rigidité persistante des positions concernant les mandats des organes subsidiaires a reflété l'absence de volonté politique de s'engager sérieusement dans des négociations multilatérales sur le désarmement. Nous avons également observé une tendance à insister indûment sur des questions de désarmement régional et classique sans les replacer comme il convient dans la perspective du désarmement général et complet et sans tenir compte de leur compatibilité avec l'ordre du jour et le programme de travail que nous avons approuvés. Un groupe d'Etats à la Conférence n'a pas hésité à suggérer que la seule question à laquelle la Conférence pouvait légitimement espérer pouvoir s'attaquer quant au fond était celle d'une convention sur les armes chimiques. On s'efforce de présenter les progrès réalisés dans ce seul domaine comme une preuve satisfaisante que la Conférence s'acquitte effectivement de ses responsabilités. Certes, plusieurs contributions importantes ont été apportées sur ce sujet, et je voudrais remercier particulièrement le Gouvernement des Pays-Bas pour les très intéressantes journées d'étude qu'il a organisées au mois de juin. On s'est accordé à reconnaître que le Comité spécial chargé de cette question avait accompli des progrès raisonnables pendant l'année en cours, sous l'habile direction de l'Ambassadeur Cromartie, et il est encourageant de noter que, de chaque côté de la ligne de démarcation idéologique, on exprime l'espoir qu'il sera possible de présenter d'un commun accord une convention sur les armes chimiques à la 42ème session de l'Assemblée générale. Pour notre part nous sommes beaucoup moins optimistes. Alors que des informations font état d'échanges de vues bilatéraux utiles entre les superpuissances sur cette question, nous regrettons la tendance persistante à ne pas faire part des résultats de ces échanges à la Conférence du désarmement. Dans le même temps,

(M. Gonsalves, Inde)

nous avons entendu des plaintes selon lesquelles la participation aux travaux du Comité spécial ne serait pas suffisamment représentative pour permettre la conclusion d'une convention acceptable pour tous. A notre avis, cette situation n'a aucun lien de cause à effet avec la persistance de divergences de vues marquées concernant la vérification et d'autres aspects entre les parties qui possèdent les stocks les plus importants. Ces divergences ne peuvent être surmontées que si ces parties font mutuellement preuve d'un degré de confiance et d'esprit de compromis beaucoup plus élevé que cela n'a été le cas jusqu'à présent. Il reste donc encore beaucoup de chemin à parcourir pour atteindre l'objectif d'une convention sur les armes chimiques. Nous ne pouvons en aucun cas répondre aux espérances de la communauté internationale en l'assurant que la seule question sur laquelle nous enregistrons quelques progrès est celle des armes chimiques, et cela d'autant moins que le rôle de ces armes dans les stratégies militaires globales des deux alliances présente essentiellement un caractère secondaire, sinon marginal.

Les domaines les plus urgents dans lesquels on attend de nous des résultats et dans lesquels nous n'avons pas accompli le moindre progrès sont ceux du désarmement nucléaire, de la prévention de la guerre nucléaire, de l'interdiction des essais d'armes nucléaires et de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. S'agissant du désarmement nucléaire, ma délégation ainsi que le Groupe des 21 ont catégoriquement affirmé la nécessité que les négociations bilatérales soient complétées par une action multilatérale à la Conférence du désarmement. Dans le document CD/526, nous avons exposé sans ambiguïté nos vues sur les tâches de la Conférence, telles qu'elles découlent du Document final. Nos travaux à la Conférence peuvent et doivent être facilités par la communication officielle à la Conférence des questions examinées et des progrès réalisés dans le cadre des négociations bilatérales. Cette exigence a manifestement été ignorée. Un groupe d'Etats s'est même efforcé d'empêcher tout travail sérieux sur ce point de l'ordre du jour sous le prétexte inacceptable qu'il ne relève pas de la compétence de la Conférence. De ce fait, nous avons été contraints d'examiner cette question au cours de réunions officieuses, sans disposer d'un cadre de travail ni d'orientations générales, et sans comptes rendus. Nous ne pouvons partager l'opinion de certaines délégations selon laquelle les monologues décousus et sans objet que nous avons entendus sur cette question constituent des progrès. Cette situation regrettable et même rétrograde à propos de la question du désarmement nucléaire et de la cessation de la course aux armements nucléaires s'est reflétée pleinement dans les délibérations de la dernière session de la Commission du désarmement, où aucun progrès significatif n'a été enregistré et où des parties du document pertinent dont il avait été précédemment convenu ont été placées entre crochets pour la première fois.

La question de la prévention de la guerre nucléaire a acquis une importance vitale à un moment où les arsenaux d'armes nucléaires, en particulier ceux des deux plus grandes puissances, ne cessent de croître sur les plans quantitatif et qualitatif. Le document de travail présenté par la délégation de l'Argentine (CE/688) constitue un louable effort pour énumérer les mesures à propos desquelles il faut entreprendre sans délai des négociations multilatérales. Parmi ces mesures, ma délégation a toujours attaché une importance particulière à un gel des armes nucléaires et elle a

(M. Gonsalves, Inde)

en outre insisté en faveur de la conclusion d'une convention interdisant le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. La proposition de gel présente un intérêt évident du fait qu'à notre avis, elle constitue un corollaire logique de l'engagement de ne pas livrer une guerre nucléaire et de renoncer à la supériorité militaire. Les contraintes imposées par le régime SALT ont été ostensiblement abandonnées en faveur de la recherche d'une réduction des armes nucléaires, mais il y a tout lieu de croire que cette réduction repose sur une base très sélective et incorpore des dispositions permettant la modernisation de ces armes. On ne peut considérer qu'il y a là un progrès vers le désarmement nucléaire. A notre avis mûrement pesé, la mesure la plus urgente à prendre est l'imposition d'un gel complet des armes nucléaires, suivi par des réductions profondes et substantielles de ces armes. L'examen de la question de la prévention de la guerre nucléaire ne saurait progresser tant que les positions des puissances dotées d'armes nucléaires en matière de sécurité continuent d'être fondées sur la doctrine de la dissuasion nucléaire. Le fait d'invoquer cette doctrine constitue une violation du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. En outre, la menace de représailles nucléaires massives et disproportionnées contre une attaque armée n'est pas compatible avec les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies en matière de légitime défense. Dans une situation où la menace d'une guerre nucléaire ne cesse de grandir en raison de la capacité de surextermination des stocks et de l'adhésion aux doctrines de la dissuasion nucléaire, l'interdiction du recours aux armes nucléaires est une nécessité évidente. La Déclaration de Mexico en date du 7 août demande que soit conclu un accord international obligatoire interdisant toute utilisation de l'arme nucléaire. Bien que cette approche soit très largement appuyée sur le plan international, une infime minorité, dont nous connaissons sans les accepter les arguments, rejette nos propositions.

A notre avis, la démarche qui s'impose est un examen systématique de toutes les mesures proposées pour prévenir la guerre nucléaire, au cours duquel nous pourrions négocier sur nos divergences en vue de conclure des accords appropriés. La délégation de l'Argentine nous a facilité la tâche en soulignant que les diverses mesures qu'elle a énumérées pour réduire le risque de guerre nucléaire peuvent être négociées et adoptées séparément. Ce qu'il faut, c'est la volonté politique d'examiner les problèmes dans le cadre d'un Comité spécial doté d'un mandat de négociation approprié. Malheureusement, les efforts que nous avons déployés à cette fin sont restés vains. Nous déplorons que certains de ceux qui se disent prêts à examiner les problèmes rejettent obstinément l'idée de créer un comité spécial et continuent à mettre démesurément l'accent sur les questions connexes qui ne revêtent pas une importance capitale pour la question fondamentale de la prévention de la guerre nucléaire. On ne pourra pas toujours ignorer les préoccupations des Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont tout autant exposés au risque de déclenchement d'une guerre nucléaire et voient donc la nécessité de prendre des mesures préventives.

Les auteurs de l'initiative des six pays et les membres du Groupe des 21 insistent d'une manière pressante sur l'ouverture immédiate de négociations relatives à un traité d'interdiction complète des essais. Divers arguments sont invoqués pour rejeter cette proposition. Le premier d'entre eux a trait à l'absence d'un mécanisme de vérification adéquat. Nous avons déjà exprimé

(M. Gonsalves, Inde)

nos vues sur cette question de façon assez détaillée. Le document de travail CD/712 soumis par la délégation suédoise constitue une contribution très précieuse à nos travaux, en ce sens qu'il place les questions de vérification dans leur perspective véritable. Qu'il me soit permis de dire très catégoriquement et pour qu'il en soit pris acte que nous sommes tous intéressés par un mécanisme de vérification efficace. La réunion des six pays à Mexico la semaine dernière a fait une offre concrète d'aide pour réaliser des arrangements adéquats de vérification. Leurs propositions seront communiquées à la Conférence. Pour ce qui nous concerne, il s'agit simplement de comprendre que nous ne pourrions régler nos divergences sur cette question que s'il se manifeste une volonté politique de créer un comité spécial doté d'un mandat approprié. Ce n'est malheureusement pas le cas. Un deuxième argument avancé est que l'on ne peut pas envisager une interdiction complète des essais du fait que les essais sont nécessaires pour assurer la crédibilité de la dissuasion nucléaire. A notre sens, la poursuite des essais vise entre autres à mettre au point un type tout à fait nouveau d'armes. Que l'un entreprenne de moderniser ses armes et l'autre prendra inévitablement des contre-mesures, d'où une nouvelle escalade de la course aux armements nucléaires. Il est dit dans la Déclaration de Mexico adoptée par les six pays le 7 août que la mise au point, aussi bien qualitative que quantitative, d'armes nucléaires exacerbe la course aux armements et que la suppression complète des essais d'armes nucléaires permettrait d'y faire obstacle sur l'un et l'autre plan. Poussé jusqu'à son aboutissement logique, l'argument selon lequel il faut faire en sorte que la dissuasion reste crédible signifierait que l'on doit abandonner l'idée de réaliser, même à long terme, l'objectif d'une interdiction des essais d'armes nucléaires. Une telle position est contraire aux engagements contractuels solennels existants et ne peut que décevoir la communauté internationale. C'est avec une satisfaction toute particulière que nous avons noté à cet égard l'efficacité avec laquelle le distingué Ambassadeur des Pays-Bas a réfuté, dans son importante intervention du 29 juillet, les arguments bien connus en faveur de la poursuite des essais d'armes nucléaires. A notre avis, le moratoire sur les essais d'armes nucléaires appliqué par l'Union soviétique depuis un an constitue un important pas en avant et les six pays ont d'ailleurs vivement recommandé aux Etats-Unis de répondre à ce geste en suspendant eux aussi les essais, au moins jusqu'à la prochaine réunion au sommet des deux superpuissances, à titre de mesure préliminaire en vue de négociations sur une interdiction complète des essais d'armes.

L'initiative des six pays met particulièrement l'accent sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Comme ma délégation l'a fait observer dans le passé, la question de l'introduction d'armes dans l'espace a des incidences d'une portée considérable non seulement pour les puissances spatiales, mais aussi pour tous les pays. L'introduction de systèmes de défense dans une arène entièrement nouvelle provoquerait inévitablement et sans délai des mesures de défense en riposte et un accroissement de la capacité offensive de l'autre partie, ce qui aurait pour effet de faire apparaître de multiples nouveaux systèmes de frappe offensive contre des objectifs dans l'espace et sur la Terre. Par conséquent, l'extension de la course aux armements à l'espace par suite de l'implantation dans celui-ci de systèmes de défense contre les missiles balistiques stratégiques ne ferait qu'exacerber une compétition effrénée en matière d'armes offensives et

(M. Gonsalves, Inde)

défensives sur la Terre et dans l'espace qui, presque certainement, saperait la structure existante des accords de limitation des armes, aggraverait le risque et la menace d'une guerre nucléaire et aurait pour résultat un mésusage inacceptable des ressources scientifiques, techniques et économiques. Les objectifs fluctuants des tenants de la défense stratégique visent actuellement à renforcer la dissuasion nucléaire existante en accroissant l'élément d'incertitude dans les calculs de l'adversaire en déployant des systèmes de missiles antimissiles basés dans l'espace plutôt qu'à rendre obsolètes les armes nucléaires, comme il était précédemment affirmé. L'élément d'incertitude n'est pas un argument nouveau, il a été avancé d'une manière très similaire au cours du débat sur les missiles antimissiles dans les années 60. Le Traité de 1972 concernant la limitation des systèmes de missiles antimissiles - le Traité ABM - reconnaissait implicitement que l'apparition de systèmes de défense contre les missiles balistiques nucléaires conduirait inévitablement à une spirale de la course aux armements offensifs et défensifs, qui serait extrêmement déstabilisatrice et n'offrirait de protection à aucune des deux parties. Il ne fait donc aucun doute que le passage à des systèmes de missiles antimissiles, entraînant inévitablement une compétition accrue et une escalade, ne ferait que rapprocher le monde du bord de la catastrophe nucléaire. Ne serait-il donc pas préférable de négocier des accords visant à éliminer les armes nucléaires sur la Terre plutôt que de s'aventurer sur le terrain périlleux des armes spatiales ? Heureusement, les systèmes d'armes spatiales en question n'ont pas encore été entièrement mis au point et déployés, et il est encore temps de prendre d'énergiques mesures préventives.

Nous nous interrogeons avant tout sur l'éventualité d'une mise au point systématique de deux catégories d'armes spatiales, à savoir les systèmes de missiles antimissiles et les systèmes antisatellites. Alors que l'essai et le déploiement des premiers sont interdits en vertu du Traité ABM, les derniers ne font l'objet d'aucune interdiction de cette sorte. Le progrès des techniques spatiales ouvre la voie à la mise au point de systèmes de missiles antimissiles par l'échappatoire des systèmes antisatellites. Oui plus est, même le Traité ABM n'interdit pas la mise au point et l'essai d'une catégorie limitée de systèmes de missiles antimissiles dont le déploiement est autorisé. L'avènement des faisceaux d'énergie dirigée, les faits nouveaux intervenus en ce qui concerne les armes à énergie cinétique haute vitesse et la fusion de toutes les technologies connexes en un projet unique pourrait aboutir d'ici peu à la mise au point aussi bien d'armes antimissiles que d'armes antisatellites en dépit des contraintes juridiques existantes. Une interdiction ayant force obligatoire des armes antisatellites pourrait aider réellement à prévenir l'apparition de nouvelles armes de ce genre. Un tel instrument devrait notamment interdire l'essai et le déploiement d'armes antisatellites et prévoir le démantèlement des systèmes existants, sous une vérification appropriée.

D'aucuns ont fait valoir les difficultés inhérentes à la définition d'une arme antisatellite du fait qu'un satellite pouvait être neutralisé par divers moyens. Pour répondre à cette objection, nous proposerions d'examiner chacun de ces moyens et de prescrire des mesures appropriées visant, d'une part, à protéger les satellites contre une perturbation non destructive de leur fonctionnement normal et, d'autre part, à les protéger contre des armes

(M. Gonsalves, Inde)

antisatellites spécifiques. Les principales puissances militaires devraient faire preuve de leur volonté politique fondamentale d'exclure l'option antisatellite de leurs téméraires stratégies globales. Les auteurs de la Déclaration de Mexico en date du 7 août demandent instamment aux Etats-Unis et à l'Union soviétique de mettre fin à tout nouvel essai d'armes antisatellites afin de faciliter la conclusion d'un traité international sur leur interdiction. La Conférence du désarmement devrait faciliter le processus et son aboutissement à brève échéance.

La Conférence du désarmement doit absolument prendre des mesures pour prévenir l'apparition d'armes spatiales, car à la différence d'autres armes de destruction massive telles que les armes nucléaires et les armes chimiques, celles-ci seraient les premières à voir le jour depuis que la Conférence a été instituée. Le Comité spécial chargé de cette question a achevé son programme de travail pour cette session dans le cadre de son mandat fort insuffisant. Ma délégation a suivi de près et avec intérêt les débats du Comité spécial. Nous admirons le dévouement et la compétence avec lesquels le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Bayart, de Mongolie, en a dirigé les travaux au cours de cette session. Nous notons avec regret, cependant, que les activités menées à la Conférence sont trop sévèrement entravées par les positions de certaines délégations pour être de quelque utilité pratique. Entre autres, nous estimons qu'il est parfaitement inutile de se livrer à un examen interminable des instruments juridiques existants. A notre avis, la portée de ces traités est on ne peut plus claire. S'il existe néanmoins des doutes quant à leur interprétation, ceux-ci ne pourront être dissipés qu'au cours de nouvelles négociations. Le plus important d'entre eux est le Traité de l'espace, qui est venu codifier, au milieu des années 60, les engagements pris par les Etats parties de préserver l'espace des armes dangereuses identifiées en fonction des techniques qui prévalaient alors. Bien que l'esprit de ce Traité aille à l'évidence à l'encontre d'un recours à la force contre des objets spatiaux d'une manière générale, l'instrument est muet au sujet des droits des parties contractantes de mettre au point, d'expérimenter et de fabriquer des armes destinées à être utilisées dans de futures guerres spatiales. Mais même ce faible frein à l'utilisation d'armes antisatellites est neutralisé par l'affirmation selon laquelle le Traité de l'espace cesserait d'être applicable en cas de déclenchement d'une guerre impliquant des puissances spatiales. En tout état de cause, que les armes en question soient utilisées ou non, il suffit de les introduire pour provoquer une course aux armements. Par conséquent, ni l'interdiction implicite de leur utilisation dans le Traité de l'espace, ni, d'ailleurs, les restrictions de caractère général esquissées dans la Charte des Nations Unies, ne seront suffisantes pour empêcher le déclenchement d'une course aux armements dans l'espace. Nous déplorons que le Comité spécial de l'espace n'ait pas été en mesure, cette année, de procéder à une identification systématique des mesures concrètes nécessaires pour prévenir une course aux armements dans l'espace alors même que la recherche-développement sur les armes spatiales continue d'avancer à grands pas. A cause d'une application malencontreuse de la règle du consensus, le Comité n'a même pas été en mesure d'aboutir à un consensus au sujet de la situation réelle qui existe en ce qui concerne la mise au point d'armes spatiales.

(M. Gonsalves, Inde)

Malgré les efforts considérables déployés par le Comité spécial sur le Programme global de désarmement sous la présidence compétente de l'Ambassadeur Garcia Robles, il n'y a aucune chance que la Conférence remplisse le mandat de l'Assemblée générale en présentant à celle-ci un texte convenu de Programme global de désarmement à sa 41ème session. Non contentes de rejeter le texte de divers chapitres du Programme global de désarmement concernant les mesures, quelques délégations ont même refusé d'accepter le principe d'un processus de désarmement par phases, avec leurs calendriers d'application indicatifs, un principe qui est sans nul doute fondamental pour toute stratégie globale de désarmement. L'échec enregistré dans ce domaine est symptomatique du refus fondamental de certains Etats puissants d'accepter une approche multilatérale au désarmement. C'est cette attitude constamment négative qui a réduit la Conférence du désarmement à n'être qu'un simple organe de délibération, en lieu et place du véritable forum de négociation envisagé en vertu de son statut. Nous avons l'obligation solennelle de faire face à nos difficultés communes et d'entreprendre collectivement une action multilatérale en vue d'appliquer sérieusement le Programme d'action esquissé dans le Document final. Alors que j'approche du terme de mes fonctions de représentant de l'Inde à la Conférence, je voudrais exprimer mon espoir profond que la Conférence du désarmement pourra commencer sa session de 1987 avec la détermination commune d'entreprendre de concert un effort constructif pour négocier un moyen de nous affranchir du péril nucléaire qui nous menace tous si gravement.

D'autres chefs de délégation doivent aussi cesser bientôt leurs fonctions à la Conférence. Pendant la longue durée de son office, l'Ambassadeur Wegener, de la République fédérale d'Allemagne, a contribué efficacement à l'examen des divers points de l'ordre du jour, grâce à une étude approfondie et à sa grande connaissance des questions en jeu. La façon magistrale dont il a dirigé les travaux de la Commission du désarmement au mois de mai a peut-être marqué l'apogée de sa carrière dans le domaine du désarmement. L'Ambassadeur Kerroum, de l'Algérie, est resté beaucoup moins longtemps en fonction. Néanmoins, il s'est distingué par une contribution insigne aux efforts que nous avons accomplis pour progresser vers le désarmement, durant lesquels il a dégagé et exposé avec beaucoup d'efficacité l'approche des pays non alignés à l'égard de cette question. L'Ambassadeur Jessel, de la France, va également nous quitter sous peu. Nous nous souviendrons avec la plus profonde gratitude de l'importante contribution qu'il a apportée à nos délibérations. Je leur souhaite à tous un plein succès dans leurs nouvelles et importantes fonctions.

Pour conclure, je voudrais exprimer ma gratitude à tous mes collègues, y compris vous-même, Monsieur le Président, qui ont été assez aimables pour m'adresser des paroles chaleureuses à l'occasion de mon départ prochain. Je voudrais aussi faire consigner mes sentiments de reconnaissance et de profonde gratitude à l'égard du Secrétaire général de la Conférence et des autres membres du Secrétariat, et de tous mes collègues de la Conférence, sans la coopération et la compréhension généreuses desquels mes fonctions à la Conférence n'auraient été ni aussi agréables ni aussi profitables qu'elles l'ont été. Je garderai un excellent souvenir de cette intéressante expérience, tout en nourrissant le sincère espoir que, dans l'avenir, la Conférence du désarmement pourra agir d'une façon plus efficace qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de l'Inde de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

J'ai déjà exprimé à M. l'Ambassadeur Gonsalves mes bons voeux personnels, mais comme c'est la dernière fois qu'il a pris la parole à cette Conférence, je tiens à prendre acte, au nom de la Conférence du désarmement, de l'importante contribution qu'il a apportée à nos travaux. Il s'est montré à nous tous comme un diplomate éminent et expérimenté, qui a servi son pays avec distinction à cette Conférence, et je suis sûr qu'il continuera à le faire en remplissant ses nouvelles et importantes fonctions. Qu'il me soit permis d'exprimer, en notre nom à tous, nos meilleurs voeux à l'Ambassadeur et à Mme Gonsalves.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur Wegener, qui, je crois savoir, n'entend pas encore faire son discours d'adieu.

M. WEGENER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Votre carrière variée et remarquable, votre profonde connaissance de toutes les grandes questions de la diplomatie multilatérale, y compris celles relatives au désarmement, la finesse et la précision de votre jugement politique, et particulièrement vos contributions dans le domaine du droit international, vous confèrent, Monsieur le Président, un prestige personnel exceptionnel. Vos talents, mais aussi le palmarès irréfutable du Canada en ce qui concerne le désarmement, font que la Conférence a vraiment à se louer de vous voir présider actuellement ses travaux.

La délégation de la République fédérale d'Allemagne a demandé à plusieurs reprises au cours de la session de printemps de 1986 que la Conférence procède à un débat précis et très méthodique sur les questions relatives à un traité d'interdiction complète des essais encore en suspens, car elle était convaincue que pour entreprendre de résoudre ces questions, il était indispensable d'en saisir pleinement la complexité.

Il ne fait aucun doute qu'en créant un Comité spécial des essais nucléaires dans les premiers mois de la session nous aurions disposé du cadre idéal pour étudier sérieusement et de concert ces questions complexes. En dépit des insuffisances de notre dispositif institutionnel, il est particulièrement satisfaisant de constater que la Conférence a néanmoins accompli un travail utile sur ce point de l'ordre du jour au cours de ces derniers mois. Ses travaux progresseraient encore plus rapidement si, comme certains le souhaitent, un comité à part entière était créé maintenant, au cours de ce dernier mois de la session de 1986, ne serait-ce que comme prélude positif aux travaux de l'année prochaine.

Des progrès sensibles et notables ont été enregistrés à l'issue d'un débat soutenu, à la hauteur des exigences intellectuelles de la question. Les événements qui se sont déroulés hors de nos murs ont ajouté à l'importance que revêtent nos efforts.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

La récente série de réunions d'experts américains et soviétiques consacrée aux questions liées à une interdiction des essais devrait aussi être pour nous une source d'encouragement dans nos travaux. Mon Gouvernement a exprimé l'espoir que ces pourparlers, qui reprendront dans un avenir proche, se soldent par quelque progrès vers une interdiction complète des essais. Des solutions satisfaisantes en matière de vérification sont une condition préalable essentielle pour le succès de ces négociations. Dans une déclaration sur laquelle je reviendrai au cours de mon intervention, les six chefs d'Etat ou de gouvernement originaires de quatre continents ont donné une suite énergique à l'appel qu'ils avaient lancé en faveur de la conclusion à aussi brève échéance que possible, d'un traité d'interdiction complète des essais.

Nos propres travaux ont été centrés sur l'une des difficultés cruciales qui confrontent un traité d'interdiction complète des essais, à savoir les conditions préalables indispensables à une vérification internationale efficace du respect de cet instrument. De l'avis de ma délégation, la Conférence est maintenant bien engagée dans la voie menant à une acceptation générale d'un système international efficace de surveillance et de vérification. Telle que nous la percevons, cette évolution favorable est due aux efforts d'un grand nombre de délégations qui ont toutes contribué des éléments importants à une conception nouvelle et plus affinée de la vérification d'une interdiction des essais. Ces contributions - notamment celles du Japon, de la Suède, de la Norvège, de l'Australie, de mon pays et, plus récemment, de l'Union soviétique - sont toutes compatibles entre elles et s'étagent l'une l'autre, en ce sens qu'elles nous ont permis de passer de cette première idée de base communément partagée qu'un réseau international de contrôle sismologique serait indispensable au fonctionnement d'un traité d'interdiction complète des essais, à une entente de grande portée au sujet de la configuration, de l'extension et du délai de mise en place d'un tel réseau. C'est ainsi que nous sommes arrivés de concert à une nouvelle étape de conceptualisation dans le domaine de la vérification d'une interdiction des essais.

Il est inutile de préciser que ces progrès en matière de conception, que je passerai en revue ultérieurement, auraient été impossibles sans la contribution réfléchie et la collaboration dévouée offertes par le Groupe d'experts scientifiques au cours des dix dernières années ; il s'agit là d'un effort de coopération internationale dont le succès mérite d'être explicitement reconnu.

Le nouvel élément dans la contribution de mon pays à ce nouveau niveau des méthodes de vérification, telle qu'elle figure dans les documents CD/612 et 624, en a été la dimension dynamique. Comme je l'ai rappelé assez longuement dans mon intervention du 18 février, nous proposons l'établissement progressif d'un réseau mondial permanent de surveillance sismologique, qui serait fondé initialement sur les installations existantes ayant servi pour l'essai technique réalisé et coordonné par le Groupe d'experts scientifiques en 1984, tout en étant conçu de manière à pouvoir être étendu géographiquement et amélioré techniquement à mesure que progresseront les techniques sismologiques. L'avantage de ce schéma, tel que nous le présentons, est qu'il peut être appliqué immédiatement, qu'il offre la possibilité d'acquérir des données d'expérience sur le fonctionnement à long terme des installations et

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

de combler les lacunes éventuelles, et qu'il sera déjà en place, les techniques les plus avancées y était incorporées, au moment même où le futur traité d'interdiction complète des essais entrera en vigueur, permettant ainsi de passer d'un mécanisme global de surveillance à un véritable système de vérification.

C'est l'Australie qui nous a suivis le plus sur ce terrain, dans le document CD/717, en effet, le Gouvernement australien, entérinant notre approche, montre qu'il est d'autant plus urgent de l'adopter et offre un certain nombre d'indications utiles et opportunes quant au fonctionnement du système proposé afin que celui-ci puisse être rapidement mis en oeuvre. Nous félicitons l'Australie de sa proposition et conseillons à la Conférence de l'examiner sans tarder.

Si le Gouvernement australien a été le plus explicite dans son approbation de notre approche dynamique, qu'il a complétée d'une façon heureuse, d'autres délégations, dans leurs présentations, nous ont, elles aussi, apporté un soutien explicite ou implicite, nous confirmant ainsi dans l'opinion que toutes les contributions actuelles à cette question sont véritablement compatibles et complémentaires. C'est encourageant, d'autant plus que notre schéma ne s'est heurté à aucune objection motivée.

Nous notons en particulier que nos propositions sont entièrement compatibles avec la teneur du document CD/712, présenté par la Suède, qui est une compilation remarquable et bien documentée des perceptions actuelles quant aux fonctions que doit remplir un réseau sismologique mondial, et atteste les excellents services d'appui scientifique dont dispose la délégation suédoise et qui ont été l'une des marques de sa contribution exceptionnelle aux travaux de notre Conférence. L'élément important de ce document semble être qu'il recommande - et définit avec précision - un prototype de station de surveillance semblable à celui que ma délégation a recommandé, qui pourrait être rapidement mis en place, puis perfectionné de façon dynamique.

La Norvège, dans son document de travail CD/714, fournit des informations sur l'expérience acquise avec le Système régional norvégien de station sismologique complexe (NORESS) récemment mis au point, ces informations n'étaient pas encore disponibles en juin 1985 lorsque le Gouvernement norvégien a invité les membres de la Conférence à visiter les installations NORESS. Le document de la Norvège est particulièrement intéressant du fait qu'il étudie l'interaction de stations sismologiques complexes régionales de petite ouverture et d'un réseau mondial incorporant de telles stations. L'expérience pratique acquise avec NORESS et d'autres systèmes régionaux analogues constitue un apport tangible à la capacité de fonctionnement et à l'amélioration continue d'un réseau mondial efficace.

De récentes déclarations faites par des orateurs soviétiques témoignent aussi d'une évolution dans le domaine de la vérification d'une interdiction des essais. Il en ressort que la vérification, y compris des inspections sur place, ne serait pas un obstacle à l'arrêt des essais d'armes nucléaires. On ne saurait tenter véritablement de vérifier le respect d'un traité d'interdiction complète des essais au moyen d'un réseau mondial sans que celui-ci incorpore des techniques avancées, comprenant notamment des systèmes

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

très performants d'acquisition des données et des installations de transmission rapide des données en temps réel, capables de prendre en charge des tracés sismiques ou des données de niveau II. C'est pourquoi il vaut la peine de noter que l'Ambassadeur Issraelyan, dans son intervention du 22 juillet, a annoncé que l'Union soviétique était désormais prête à participer non seulement à une discussion approfondie sur l'échange de données de niveau II dans le cadre des travaux du Groupe d'experts sismologues, mais aussi à un essai pratique d'échange de ces données qui, de l'avis du représentant de l'Union soviétique, pourrait avoir lieu en 1988. C'est une bonne nouvelle. On peut donc dire que la question cruciale de la capacité de fonctionnement d'un système mondial complexe de collecte de transmission et de traitement des données sismologiques a été abordée avec sérieux. Bien que des stations sismographiques individuelles puissent fonctionner efficacement, le problème que pose la nécessité de faire fonctionner de manière fiable un réseau interconnecté comportant jusqu'à 50, voire 100 stations sismologiques implantées dans différents pays et régions du monde et exploitées par plusieurs Etats, et d'assurer la transmission des données en direction ou en provenance des centres internationaux de données, n'a pas encore été résolu de façon satisfaisante, ainsi qu'il ressort du rapport du Groupe d'experts sismologues sur l'essai technique de 1984. C'est pourquoi nous attendons beaucoup de l'essai proposé par l'Union soviétique pour 1988, qui, s'il était couronné de succès, constituerait un progrès qualitatif en matière de vérification, tant en ce qui concerne les caractéristiques des données échangées que la rapidité et la fiabilité de leur transmission. Pour assurer l'entier succès de l'essai envisagé pour 1988 et, en même temps, encourager un plus grand nombre encore d'Etats à participer à un essai d'échelle véritablement mondiale, un nouvel essai prolongé réalisé dans les conditions établies pour celui de 1984, il conviendrait d'éliminer les difficultés techniques qui ont surgi pendant l'essai de 1984 avant de procéder à l'essai plus assujettissant en 1988.

Ici encore, la nouvelle proposition soviétique ne semble être nullement incompatible avec notre propre approche. Nous sommes très satisfaits de voir que la délégation soviétique a fait ce pas important, se rapprochant ainsi de notre propre philosophie en matière de vérification.

De l'avis de ma délégation, ce bref aperçu de quelques aspects pertinents de notre Conférence étaye amplement mon affirmation première : il est indéniable que la Conférence a progressé sensiblement dans ses travaux vers une communauté de conception et de méthodologie. C'est cette évolution positive qui a incité récemment le Chancelier Helmut Kohl à déclarer, au nom du Gouvernement de la République fédérale, que "les possibilités de vérification ne devraient désormais plus constituer le principal obstacle à un accord" sur une interdiction des essais nucléaires.

Mais même les progrès sur le plan des conceptions dont j'ai fait état et qui justifient amplement l'affirmation du Chancelier Kohl n'éliminent pas toutes les difficultés restantes. Vérifier l'application d'un traité d'interdiction complète des essais ne sera pas une tâche facile, et personne ne peut soutenir à juste titre que tous les problèmes techniques inhérents à la vérification ont été réglés d'une façon fiable. Les difficultés d'établir la distinction entre les explosions nucléaires et les événements sismiques,

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

l'incertitude des mesures sismiques, les insuffisances et la répartition inégale des installations sismologiques à l'échelle mondiale, l'absence de réseaux sismologiques nationaux dans des pays qui revêtent une importance capitale pour un traité d'interdiction complète des essais, et enfin, les possibilités de camouflage, notamment par découplage en cavité, persistent toutes.

Ces défis continueront à se poser à nous - à notre avis, cependant, il sera possible de résoudre progressivement tous les problèmes en y travaillant de façon continue, dans le cadre d'un système de surveillance et de vérification conçu dans une perspective dynamique et perfectible avec l'expérience.

L'un des critères évidents pour évaluer un système de vérification est son efficacité pour exclure la possibilité d'explosions nucléaires clandestines. Comme d'autres délégations l'ont constaté avant elle dans leurs présentations respectives, la Suède estime, dans le document CD/712, que les tentatives de violer subrepticement les dispositions d'un traité d'interdiction complète des essais auraient vraiment peu de chances d'aboutir. Et cette opinion est étayée par des arguments techniques indubitablement solides. Il sera extrêmement difficile de traduire dans les faits des scénarios de dissimulation, et même les capacités existantes - sans parler des capacités futures - d'un système de vérification mondial seront suffisantes pour empêcher que ces scénarios ne deviennent de pratique fréquente.

Cela dit, la question demeure : comment faudra-t-il envisager les possibilités de dissimulation dans le cadre d'un futur système de vérification ? L'important, c'est de voir les choses d'une manière équilibrée et d'éviter aussi bien d'envisager des scénarios de dissimulation trop improbables que de tout simplement minimiser les possibilités de dissimulation dont pourrait disposer un éventuel contrevenant.

Les risques de violation d'un traité doivent être bien pesés compte tenu du fait, techniquement établi, qu'aujourd'hui, même un tout petit nombre de très faibles explosions expérimentales peuvent procurer au dissimulateur un avantage militaire appréciable, et donc devenir une option militaire attrayante - ou, pour les autres parties au Traité, un risque très réel pour leur sécurité. Chacun doit donc prendre au sérieux les possibilités de camouflage. Un système de vérification idéal exclurait toute forme de dissimulation. Dans un monde qui est loin d'être idéal, il s'agit de déterminer quel degré d'efficacité et de certitude il faut atteindre pour donner confiance à toutes les parties au futur traité. Cette tâche peut s'accomplir sur la base d'une analyse calme, responsable et bien documentée sur le plan technique de tous les risques possibles de dissimulation.

La création et l'exploitation progressives d'un système mondial de surveillance et de vérification ne se feront pas gratuitement. Cela exigera de tous les participants qu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes du point de vue des ressources matérielles et scientifiques. Dans cette optique, il est souhaitable que les Etats qui sont en mesure de le faire entreprennent dès maintenant de sérieux efforts pour apporter une contribution optimale à cette entreprise mondiale. A titre de première mesure pour traduire dans les faits

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

l'engagement qu'il a pris de participer à un système mondial, le Gouvernement fédéral a décidé récemment d'intensifier ses efforts de coopération dans le domaine de l'échange rapide et fiable de données et du stockage de données sismologiques officiellement acquises. Il finance à l'heure actuelle, à titre prioritaire, la création et l'exploitation continue de centres d'analyse de données, comme celui, par exemple, qui a été créé à l'Institut fédéral pour les sciences de la terre et les ressources naturelles, à Hanovre. Grâce à des liaisons directes d'ordinateur à ordinateur avec d'autres pays, l'Institut est en mesure d'échanger tous les types pertinents de données sismologiques, y compris les tracés sismiques ou les données de niveau II. Le Groupe d'experts scientifiques, dans ses documents, indique comme moyens d'échange des données toute la gamme des télécommunications, allant des services postaux aux liaisons spéciales par satellites, cependant que certains rapports nationaux font apparaître que les systèmes de télécommunications modernes sont aptes à assurer un échange rapide des données les plus complexes sans que cela entraîne de restriction particulière des capacités de transmission. Il y a quelques années encore, seul un petit nombre de pays étaient en mesure d'utiliser pleinement ces techniques aux fins du transfert de données sismologiques. Depuis, des réseaux de transmission de données numériques ont été établis dans de nombreux pays de par le monde. L'un de ces nouveaux systèmes de télécommunications, le réseau de transmission des données par paquets, le PSDN, fonctionne maintenant dans plus de 70 pays. Ces faits nouveaux ont incité le Gouvernement fédéral à concentrer ses efforts de recherche sur la conception du matériel et du logiciel nécessaires pour acquérir, analyser et transmettre des données sismologiques, y compris les tracés sismiques, par des liaisons directes d'ordinateur à ordinateur. En concevant spécifiquement et dès le départ nos centres de données sismologiques de façon à permettre un libre accès et le télétraitement des données via des liaisons de télécommunication, nous voulons partager nos connaissances spécifiques dans ce domaine avec des sismologues intéressés originaires de pratiquement tous les pays. Nous invitons expressément tous les membres de la Conférence à faire appel à ce service, qui est décrit d'une manière plus détaillée et plus technique dans un document de travail soumis au Groupe d'experts scientifiques le 21 juillet dernier. En offrant ces services - et au besoin en organisant, à l'intention de scientifiques particulièrement intéressés, des visites d'installations participantes - la République fédérale d'Allemagne espère apporter une contribution importante et utile à la création d'un réseau international de surveillance sismologique, appelé à devenir un outil de vérification fiable dans le contexte d'une future interdiction complète des essais.

Eu égard à nos travaux sur la vérification ici, à la Conférence, et aux faits nouveaux que je viens de décrire, la récente proposition des six chefs d'Etat ou de gouvernement faite à l'issue de leur réunion à Ixtapa, au Mexique, revêt une grande importance. Cette proposition n'a pas encore été étudiée dans le détail, mais l'on peut d'ores et déjà saluer chaleureusement l'engagement des six participants en faveur d'une vérification efficace et d'une inspection sur place. Les mesures pratiques proposées en vue de la mise en oeuvre d'un système de vérification sur place méritent de retenir l'attention de la Conférence. Le Chancelier Kohl, dans une lettre adressée aux participants à la réunion d'Ixtapa, à la veille de son ouverture, a réaffirmé la volonté du Gouvernement fédéral d'oeuvrer à l'instauration, dans

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

les meilleurs délais, d'une interdiction complète des essais nucléaires. Dans cette même lettre, le Chancelier a aussi exprimé ses vues sur d'autres questions urgentes et actuelles touchant les politiques en matière de limitation des armements et de désarmement. Ses remarques ne manqueront pas d'intéresser les délégations, aussi ai-je demandé que le texte leur en soit distribué pendant mon intervention.

S'agissant de la vérification, nous avons remarqué que réapparaissaient des projets tendant à progresser vers un traité d'interdiction complète des essais par le biais de mesures provisoires. Ces mesures prennent différentes formes. Tout d'abord, la question de l'entrée en vigueur du Traité de 1974 relatif à la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires et de son pendant, le Traité sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques reste toujours d'actualité, surtout à un moment où ont repris les contacts bilatéraux sur l'avenir de ces instruments. S'inspirant du concept des seuils de puissance des explosions et l'associant au problème de la vérifiabilité, le Ministre japonais des affaires étrangères, M. Shintoro Abe, dans une déclaration maintenant célèbre à cette Conférence, a préconisé l'introduction négociée de seuils de puissance toujours plus bas, en fonction de l'évolution des techniques de vérification. Nous demeurons saisis de cette proposition. Au fil des années, mon gouvernement a lui aussi envisagé un certain nombre de mesures susceptibles de nous rapprocher d'une interdiction des essais par le biais de limitations des essais sous la forme d'un régime provisoire négocié.

Le 11 avril 1986, le Chancelier Kohl a vivement recommandé que les deux principales puissances

"à titre de premiers pas ou de solution provisoire, réfléchissent à la possibilité d'une limitation des essais. C'est ainsi, par exemple, que les essais nécessaires pour maintenir le caractère opérationnel des armes nucléaires pourraient ne s'effectuer que pendant des périodes de temps limitées et convenues, avant de cesser graduellement et entièrement dans le cadre d'une réduction négociée des armes nucléaires."

Maintenant que ces idées concernant les mesures provisoires se sont répandues, elles ont gagné de nombreux milieux, tant privés qu'officiels. Il y a donc une raison suffisante à ce que la Conférence compare les avantages et les inconvénients de ces conceptions et explore les possibilités qu'elles offrent.

Quelle que soit l'analyse qu'on en fasse, le but ultime des mesures provisoires doit toujours rester au premier plan; il ne faut jamais perdre de vue la perspective plus lointaine mais évidemment plus attrayante d'une interdiction complète des essais. L'important, ce sera de voir dans une mesure provisoire l'indice d'une évolution bienvenue dans la bonne direction. L'essentiel de ces mesures provisoires est qu'elles auraient au moins pour effet de réduire le nombre des essais.

Il faut également placer les mesures provisoires dans la perspective du Traité sur la non-prolifération. Des accords intérimaires sur de telles mesures n'affectent pas les contraintes juridiques découlant de ce Traité et

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

d'autres arrangements de non-prolifération ayant force obligatoire sur le plan international, pour leurs signataires, pas plus qu'ils ne modifient les contraintes politiques s'exerçant d'une manière générale sur les membres de la communauté internationale.

Mon gouvernement accueille avec satisfaction les faits nouveaux dont j'ai fait état aujourd'hui. Ces faits devraient nous aider à trouver des solutions pratiques et universellement acceptables dans notre recherche d'une interdiction complète et entièrement vérifiable des essais. Une vérification efficace est une condition préalable indispensable pour un traité d'interdiction complète des essais. Mais la concentration de notre attention sur cet aspect ne doit cependant pas obscurcir le lien essentiel qui existe entre l'interdiction des essais et les processus plus larges du désarmement nucléaire. Les vues de mon gouvernement concernant ces liens complexes demeurent inchangées. Qu'il me soit permis de citer encore les paroles prononcées il y a quelque temps, cette année, par le Chancelier Kohl :

"A mon avis, il existe maintenant une bonne possibilité de mener des négociations prometteuses sur une limitation et sur la cessation ultérieure des essais nucléaires, ainsi que sur la vérification de ces essais. Je tiens toutefois à dire clairement qu'une interdiction des essais ne saurait remplacer une réduction substantielle des arsenaux d'armes existants."

L'Ambassadeur van Schaik, des Pays-Bas, nous a récemment fait part de ses vues sur les relations délicates qui existent entre le désarmement nucléaire et les progrès vers un traité d'interdiction complète des essais. Que l'on souscrive ou non à tous ses arguments, son analyse fortement raisonnée incite certainement la réflexion et mérite que la Conférence l'examine d'une manière détaillée et approfondie.

Les diverses considérations que j'ai formulées aujourd'hui témoignent de la ferme volonté de mon Gouvernement de réaliser des progrès aussi rapides que possible vers un traité d'interdiction complète des essais, afin que celui-ci puisse être conclu dans un avenir proche. Comme par le passé, ma délégation est prête à apporter son plein appui à toutes les activités, ici à la Conférence et ailleurs, qui pourraient nous rapprocher de cet objectif.

Par une heureuse coïncidence, il se trouve aujourd'hui que j'ai pris la parole immédiatement après notre très distingué collègue de l'Inde, l'Ambassadeur Gonsalves. J'ai ainsi l'occasion de le remercier chaleureusement et spontanément des paroles bien trop généreuses qu'il m'a adressées et aussi d'exprimer mes regrets de le voir très bientôt nous quitter, un départ qui est prématuré aux yeux de ses collègues de Genève mais dont aura à se louer son propre Ministère, où l'attend un poste de rang élevé qui lui permettra d'aider à façonner la politique étrangère dans l'intérêt de son grand pays. Nous sommes arrivés à un point de l'histoire où les contributions de l'Inde à la civilisation sont de nouveau à la mesure du rôle et de l'influence de ce pays dans le monde. Avec ses connaissances et son habileté, l'Ambassadeur Gonsalves a été un porte-parole efficace et respecté de l'Inde moderne. En même temps, il a accompli son mandat dans un esprit de tolérance et de noblesse. J'ai toujours été impressionné par sa capacité de

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

transformer une divergence de vues en un dialogue constructif et fructueux. Au nom de ma délégation je tiens à lui exprimer nos vœux de succès dans l'accomplissement de ses futures fonctions.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la République fédérale d'Allemagne de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant de la Mongolie, l'Ambassadeur Bayart.

M. BAYART (Mongolie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter sincèrement, au nom de la délégation mongole, de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement, fonctions que vous exercerez pendant le mois d'août et les mois suivants jusqu'à l'ouverture de la session de 1987. Nous sommes certains que votre direction compétente et votre riche expérience diplomatique et votre talent aideront la Conférence à progresser vers la solution d'un certain nombre de problèmes parvenus à maturité. Nous formons le vœu que vos efforts soient couronnés de succès et vous assurons de notre appui et de notre collaboration active.

Qu'il me soit aussi permis d'exprimer notre gratitude au distingué représentant de la Birmanie, l'Ambassadeur Tin Tun, pour le travail qu'il a accompli en assurant la présidence le mois passé.

Je saisis cette occasion de saluer le nouveau représentant du Pérou, l'Ambassadeur Jorge Morelli, et de m'associer aux paroles aimables qui ont été adressées aux distingués représentants de la République fédérale d'Allemagne, de la France, de l'Inde et de l'Algérie, qui nous quitteront bientôt et auxquels j'exprime mes meilleurs vœux.

Je voudrais consacrer mon intervention d'aujourd'hui à l'une des questions les plus hautement prioritaires de notre ordre du jour, à savoir celle de la prévention d'une course aux armements dans l'espace et faire à ce sujet quelques observations de caractère général.

Depuis les années 50, lorsque les recherches pratiques concernant l'espace et la mise en valeur de ce milieu ont commencé, la communauté internationale ne cesse d'avoir à l'esprit qu'il s'agit de faire de l'espace un milieu pacifique et exempt d'armes. C'est grâce à cela qu'il a été possible d'adopter au cours des dernières décennies un certain nombre de mesures importantes visant à prévenir une course aux armements dans l'espace.

Aujourd'hui, cependant, ces mesures se révèlent insuffisantes pour empêcher que la science-fiction de la guerre des étoiles ne devienne bientôt une réalité puisque les Etats-Unis entendent réaliser un vaste programme de militarisation de l'espace et mettre au point des armes spatiales de frappe destinées à annihiler le potentiel nucléaire de l'URSS en tant que facteur de dissuasion.

A l'ère nucléo-spatiale, toute tentative de modifier l'équilibre existant entre les potentiels nucléaires des parties en présence comporte des risques

(M. Bayart, Mongolie)

imprévisibles. Il faut que chacun ait le sentiment de jouir d'une sécurité égale, et on ne saurait admettre que quiconque acquière un avantage unilatéral.

Ce principe de l'égalité et de la sécurité égale, en tant que fondement des efforts déployés pour limiter et faire cesser la course aux armements, a été consigné dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, où il est dit que "l'adoption de mesures de désarmement doit se faire de façon équilibrée et équitable, de sorte que le droit à la sécurité de chaque Etat soit garanti et qu'aucun Etat ou groupe d'Etats n'en retire des avantages par rapport à d'autres à quelque stade que ce soit". Ce principe est également reflété dans la Déclaration commune soviéto-américaine, publiée à l'issue de la rencontre entre le Secrétaire général du Comité central du PCUS, M.S. Gorbatchev, et le Président des Etats-Unis d'Amérique, R. Reagan, en novembre 1985. Les deux parties sont alors convenues qu'une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée, qu'il importait de prévenir toute guerre entre leurs pays, qu'elle fût nucléaire ou classique, et qu'elles ne chercheraient pas à s'assurer la supériorité militaire.

Dans la pratique, toutefois, les Etats-Unis d'Amérique ne s'en tiennent pas à ces dispositions extrêmement importantes et inventent divers prétextes pour se dérober à ce qui a été convenu.

Aujourd'hui, ils proclament vigoureusement que leur programme connu sous le nom d'"Initiative de défense stratégique" serait purement défensif et ne menacerait personne, qu'il serait pour ainsi dire le seul moyen d'éliminer les armes nucléaires et de renforcer la stabilité, que les moyens offensifs en cours de mise au point sont tout à fait "anodins" et, enfin, que l'IDS ne serait en fait qu'un programme de recherches.

Aussi subtils qu'ils soient, les arguments de ce genre n'abusent personne. Ils suscitent partout nombre de questions légitimes. Par exemple, si l'IDS est un moyen d'éliminer les armes nucléaires, alors pourquoi les Etats-Unis d'Amérique ne cessent-ils pas de mettre au point de nouveaux types d'armements stratégiques offensifs, de déployer des milliers de missiles de croisière et d'implanter des missiles de portée intermédiaire en Europe ?

Si l'IDS est une voie vers la stabilité, pourquoi les dirigeants des Etats-Unis d'Amérique déclarent-ils que ce serait terrible si l'Union soviétique était la première à mettre en place un "bouclier" antimissiles ?

Si l'IDS n'est qu'un programme de recherches, peut-on s'attendre à ce que les Etats-Unis, après avoir dépensé des dizaines de milliards de dollars au cours des années à venir, renoncent à leur idée pour la seule raison que "les Russes n'accepteront pas qu'elle soit mise en oeuvre" ?

Il arrive aux représentants des Etats-Unis d'affirmer que les activités de l'URSS en matière de technologie de défense seraient bien plus vastes que celles menées aux Etats-Unis et que les recherches américaines ont pour but d'assurer aux Etats-Unis la parité avec l'URSS dans ce domaine.

(M. Bayart, Mongolie)

Si tel était vraiment le cas, ne serait-il pas plus avantageux et moins difficile à tous égards pour l'Administration américaine d'accepter la proposition de l'URSS tendant à interdire les recherches et à ouvrir, sur une base de réciprocité, l'accès aux laboratoires et autres établissements pertinents qui effectuent des recherches de caractère militaro-spatial, afin de s'assurer qu'on n'y met pas au point d'armes spatiales de frappe ?

A notre avis, ce serait la façon la plus simple, la plus rapide et la plus efficace de résoudre le problème que pose la nécessité de prévenir l'armement de l'espace. De plus, nous estimons que l'un des moyens les plus efficaces d'exclure une course aux armements dans l'espace c'est d'interdire complètement les essais d'armes nucléaires.

En éliminant les explosions nucléaires, on ferait disparaître du même coup la base même du perfectionnement des armements nucléaires et de la création de nouveaux types et variétés de ces armes, y compris les lasers à rayons X destinés à être déployés dans l'espace. Dans le même temps, on assisterait à une réduction du nombre des charges nucléaires à mesure qu'elles deviendront obsolètes, puis à une disparition progressive des armes nucléaires elles-mêmes. Ainsi, les coûteux vecteurs stratégiques conçus pour transporter des charges nucléaires sur des distances intercontinentales cesseraient tout simplement d'être "rentables" et n'offriraient plus d'avantages stratégiques.

Cela étant, nous pensons que si une interdiction des explosions nucléaires intervenait et entraînerait ainsi une disparition progressive des armes nucléaires, il ne serait plus nécessaire, du coup, de créer un "bouclier" antimissiles qui est avant tout conçu comme un moyen d'intercepter et de détruire en quelques minutes une grande partie des missiles porteurs d'ogives nucléaires lancés en riposte.

C'est pourquoi, s'agissant de trouver un moyen de rendre les armes nucléaires "inutiles et obsolètes", la communauté internationale préférerait de beaucoup une interdiction de toutes les explosions nucléaires à la création d'un "bouclier" antimissiles spatial.

Pour s'en convaincre, il suffit de se référer aux résolutions bien connues de l'Assemblée générale des Nations Unies et d'écouter la voix de la communauté mondiale qui résonne avec une force particulière à un moment où, il y a 41 ans presque jour pour jour, les habitants d'Hiroshima et de Nagasaki ont été victimes d'une utilisation d'arme nucléaire. Il faut multiplier les efforts pour qu'ils soient les dernières victimes d'un bombardement atomique.

En ce même moment un an s'est écoulé depuis que l'Union soviétique a proclamé un moratoire unilatéral sur toutes les explosions nucléaires. Pendant toute une année le monde entier a tourné ses regards vers les Etats-Unis d'Amérique et les autres puissances nucléaires avec l'espoir et dans l'attente de les voir saisir cette occasion historique unique que leur offrait l'URSS et rendre le moratoire réciproque. A leur tour, les représentants de cinq continents, réunis récemment à Mexico, leur ont aussi lancé un appel à cette fin. Malheureusement, ces espoirs ne se sont pas encore concrétisés.

(M. Bayart, Mongolie)

Dans la mesure où, comme je l'ai dit auparavant, les armes spatiales de frappe sont destinées à neutraliser le potentiel nucléaire de l'adversaire, à détruire des installations et des objets qui revêtent une importance capitale pour sa survie, c'est-à-dire à créer les conditions nécessaires à une attaque nucléaire, à une première frappe nucléaire, il faudra bien en arriver à une interdiction de ces armes si l'on veut réduire les armements stratégiques offensifs.

C'est d'autant plus vrai que les Etats-Unis d'Amérique se refusent en fait à un examen global des questions liées aux armements nucléaires et spatiaux - en d'autres termes à la prévention d'une course aux armements dans l'espace et à la cessation de cette course sur la Terre, ce dont ils ont pourtant convenu avec l'URSS en janvier 1985 et confirmé lors de la réunion au sommet en novembre de la même année - et qu'ils tentent maintenant d'imposer une limitation et une réduction des seuls missiles stratégiques, c'est-à-dire précisément les armes qui constituent la base même des forces stratégiques soviétiques de représailles, et d'éviter ainsi de devoir résoudre le problème de l'espace.

Tout cela montre bien que l'IDS s'intègre en réalité au plan militaire général des Etats-Unis d'Amérique, qui est fondé sur une stratégie offensive. D'une façon générale, les projets de "guerre des étoiles" visent à réviser les rapports soviéto-américains en matière de stabilité stratégique, laquelle est en fait fondée sur la dissuasion réciproque. Il s'ensuit que l'IDS est le principal obstacle dressé sur la voie d'une limitation et d'une réduction équilibrée des armements nucléaires, jusqu'à leur élimination complète.

L'humanité est invitée à unir ses ressources intellectuelles, matérielles, énergétiques et autres et à entreprendre de concert une mise en valeur pacifique de l'espace. C'est précisément sur l'accomplissement de cette noble tâche qu'est axé le programme par étapes de mise en valeur de l'espace, proposé par l'URSS en juin dernier. L'élément crucial de cette proposition est, à notre avis, la création dans un avenir rapproché, d'une organisation spatiale mondiale, dont la principale tâche consisterait à explorer et à mettre en valeur l'espace à des fins pacifiques, grâce à des efforts concertés et pour le bien de tous les Etats sans exception, ainsi qu'à vérifier le respect des accords visant à prévenir une extension de la course aux armements à l'espace, à mesure que ces accords seraient conclus.

Ainsi ce programme constitue la seule alternative à une course aux armements dans l'espace, et il ne fait aucun doute que tous les Etats, grands et petits, développés ou en développement, n'en retireront que des avantages.

Les Etats membres de la Conférence du désarmement peuvent et doivent apporter une contribution substantielle à un examen sérieux et concret de l'initiative soviétique lors de la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies, ne serait-ce que pour la simple raison que c'est à la Conférence du désarmement qu'incombe la responsabilité principale d'élaborer des mesures visant à prévenir une course aux armements dans l'espace.

Durant les sessions de 1985 et de 1986, le Comité spécial de l'espace a beaucoup travaillé à l'étude et à l'identification des questions liées à

(M. Bayart, Mongolie)

la prévention d'une course aux armements dans l'espace. On a présenté à propos de plusieurs questions importantes des propositions concrètes et des documents de travail qui méritent de faire l'objet d'un examen sérieux et approfondi dans l'avenir.

A de précédentes séances plénières et aujourd'hui même, plusieurs délégations, y compris celles de l'Union soviétique, du Venezuela et d'autres encore, ont donné leurs évaluations au sujet du travail accompli par le Comité spécial de l'espace. La délégation mongole partage dans l'ensemble ces évaluations et, sans répéter ce qui a déjà été dit, voudrait simplement faire observer que les discussions qui ont eu lieu au Comité confirment de façon encore plus manifeste la nécessité d'entamer des négociations en vue de la conclusion d'un accord ou de plusieurs accords, selon qu'il conviendra, visant à prévenir une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects.

La déclaration qu'a faite récemment à Vladivostok le Secrétaire général du Comité central du PCUS, M.S. Gorbatchev, a eu un grand retentissement dans la République populaire mongole. Le Gouvernement de la République populaire mongole souligne, dans sa déclaration, que les nouvelles initiatives de paix lancées par l'URSS visent à unir les efforts des Etats de l'Asie et de la région du Pacifique en vue d'une recherche commune des moyens de garantir la paix et la sécurité, ainsi qu'à résoudre les problèmes pressants et d'importance capitale de cette région.

Sans vouloir minimiser d'aucune façon l'importance de tout l'ensemble des propositions avancées par M.S. Gorbatchev dans son discours, j'aimerais néanmoins souligner l'importance particulière que revêtent pour le renforcement de la sécurité en Asie les propositions tendant à freiner la prolifération et l'accumulation des armes nucléaires en Asie et dans la région de l'océan Pacifique, à réduire par étapes et substantiellement les forces armées et les armements classiques en Asie et à tenir des discussions sur des mesures propres à instaurer la confiance et sur le non-recours à la force dans la région. Il faut noter que ces propositions constructives sont en rapport direct avec les travaux de la Conférence du désarmement.

Ces propositions, tout comme celle du Camarade Gorbatchev tendant à convoquer dans la ville d'Hiroshima une conférence de l'océan Pacifique sur le modèle de la Conférence d'Helsinki, résonnent encore plus fort et acquièrent un sens encore plus profond à un moment où tous les hommes de la planète s'inclinent devant la mémoire des victimes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki et, une fois encore, demandent résolument que soit écartée la menace d'une catastrophe nucléaire dont le coût pour l'humanité ne représenterait pas moins d'un million d'Hiroshimas.

La République populaire mongole, qui déploie des efforts actifs et systématiques pour que passe dans les faits sa proposition de créer un mécanisme qui exclurait le recours à la force dans les relations entre les Etats de l'Asie et de l'océan Pacifique, estime qu'il est de son devoir de favoriser par tous les moyens la mise en oeuvre des propositions de l'Union soviétique, qui ouvrent véritablement une voie menant au dialogue et à la coopération entre les Etats de la région de l'Asie et de l'océan Pacifique, et à une sécurité réelle dans toute cette région.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la Mongolie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

Avant de lever la séance, je voudrais rappeler qu'une réunion officielle est prévue pour cet après-midi à 15 heures afin d'examiner les paragraphes de fond du projet de rapport annuel relatif aux points 1 ("Interdiction des essais nucléaires") et 7 ("Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes"). Les textes correspondants ont été publiés sous les cotes CD/WP.244, pour le point 1, et CD/WP.245, pour le point 7. Qu'il me soit permis de rappeler que ces documents ont été distribués par le Secrétariat dans les casiers des délégations mercredi et de nouveau à la réunion officielle de jeudi dernier, lorsque la Conférence a commencé son examen du projet de rapport annuel par une première lecture des parties techniques.

Je vois que le distingué représentant de l'Australie demande la parole, et je la lui donne donc.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : J'ai demandé la parole pour parler d'une question de procédure, mais avant de le faire, étant donné que c'est la première fois que je prends la parole en séance plénière sous votre présidence, permettez-moi d'exprimer la profonde satisfaction que ma délégation éprouve en vous voyant occuper ce fauteuil. Chacun dans cette salle connaît l'ancienneté et la profondeur des rapports qui existent entre le Canada et l'Australie, rapports qui ont trouvé leur plus récente expression marquante mercredi dernier, lorsque nos deux ministres des relations extérieures se sont retrouvés à Vancouver, au Canada.

Je parle au nom de la délégation australienne. Mais je crois pouvoir aussi le faire en ma qualité de coordonnateur du Groupe de pays occidentaux pour la question de l'"Interdiction des essais nucléaires", qui est le point 1 de notre ordre du jour. Ma proposition en matière de procédure est que nous n'examinions pas le document CD/WP.244 à la réunion prévue pour cet après-midi. La raison en est que ma délégation est consciente du fait que nombre d'entre nous dans cette salle - et c'est en particulier le cas de ma délégation - n'ont pas reçu le document en question, le document CD/WP.244, en temps utile pour nous permettre de l'étudier suffisamment pour pouvoir apporter une contribution significative à la discussion prévue pour cet après-midi. Tout simplement, nous voudrions disposer d'un peu plus de temps, et ce surtout pour la raison que je viens d'indiquer, à savoir que nous n'avons pas reçu ce document suffisamment à temps pour pouvoir l'étudier comme il le mérite à l'évidence.

Dans ces conditions, je suis contraint de vous demander de bien vouloir organiser le travail dans l'esprit de notre programme de travail souple, qui a toujours été décrit comme étant souple, et de prévoir à brève échéance, un autre jour, une réunion pour procéder à notre premier examen du document CD/WP.244.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de l'Australie. Je pense, en effet, qu'il y a lieu de s'inquiéter de notre calendrier et j'exprime sans doute l'avis de tous en disant qu'il est souhaitable de travailler aussi rapidement que possible. Mais il est à craindre que nous n'avancions pas rapidement à la réunion prévue si certaines délégations n'ont pas eu le temps de s'y préparer. Nous pourrions tenir cette réunion le jeudi 14 août dans la matinée, immédiatement après la séance plénière, bien que le temps pourrait nous manquer pour terminer le travail à cette réunion. Y a-t-il une objection à ce que l'on reporte la réunion à jeudi matin ? J'espère que toutes les délégations auront ainsi suffisamment de temps pour se préparer. Le Secrétaire général m'informe que nous pourrions également disposer d'un certain temps vendredi 15 août à 15 heures, mais je pense que nous aurons alors presque certainement d'autres questions à traiter. Cela convient-il à tous les intéressés ?

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Permettez-moi de vous faire observer que lorsque nous nous réunirons comme convenu, il serait utile que nous ouvrons la réunion aussi promptement que possible. A cet égard, je voudrais aussi vous indiquer que d'assez nombreux membres se sont déjà inscrits pour prendre la parole jeudi, à la prochaine séance plénière. Je suggère que, comme nous avons coutume de le faire depuis peu, nous ouvrons la séance plénière à 10 heures précises, et que, par courtoisie à l'égard de ceux qui seraient venus de bonne heure, nous commençons ponctuellement à 10 heures afin de pouvoir conclure les travaux prévus pour cette séance aussi rapidement que possible, étant donné, de surcroît, que nous devons tenir une réunion officieuse immédiatement après, comme nous venons de le décider, et que, en outre, le Comité spécial sur le Programme global de désarmement se réunira le même jour à 15 heures et devrait pouvoir avancer dans son programme de travail sans que d'autres questions ne viennent l'interrompre. S'il n'y a pas d'objection à cette suggestion, je passerai à l'annonce formelle.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 14 août, à 10 heures, et sera suivie immédiatement d'une réunion officieuse au cours de laquelle seront examinées les parties du projet de rapport annuel relatives aux points 1 et 7 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 5.